
RDC : des barrages pour les grandes entreprises

Le projet hydroélectrique Inga prévoit de construire en République démocratique du Congo une série de barrages sur le fleuve Congo. Deux sont déjà construits (Inga I et Inga II), et deux autres sont en cours de développement : Inga III et Grand Inga (voir les bulletins 138 et 77 du WRM).

Le projet Inga III est développé par le consortium Westcor. Il s'agira d'un barrage hydroélectrique alimenté par un canal de déviation, qui produira 3 500 mégawatts et coûtera huit milliards de dollars. Le projet Grand Inga inclut l'Inga 3 et il est conçu comme une série d'installations de turbines de 52 750 mégawatts. Ce complexe hydroélectrique de 80 milliards USD, financé par la Banque mondiale, est le plus grand du monde et pourrait produire jusqu'à 39 000 mégawatts, soit deux fois plus que le barrage chinois des Trois Gorges, et plus d'un tiers de l'électricité produite dans toute l'Afrique.

Malgré cette énorme production d'énergie, il n'existe aucun plan pour approvisionner en électricité les foyers congolais, dans ce pays où près de 62 millions de personnes (94 % de la population) ne disposent pas de ce service et où les quelques familles qui sont reliées au délabré réseau électrique national doivent supporter des coupures de courant quotidiennes.

L'Inga III est conçu pour produire de l'électricité pour les industries et les consommateurs urbains d'Afrique du Sud et d'autres pays voisins, et pour attirer en RDC des industries à forte consommation d'énergie.

Comme dans le cas du Grand Inga, le réseau International Rivers (IRN) rapporte que « le géant minier BHP Billiton a essayé de s'approprier le projet en proposant au gouvernement de la RDC un accord plus attrayant : Billiton utiliserait l'énergie d'Inga III pour alimenter une fonderie qui produirait 800 000 tonnes d'aluminium par an et consommerait 2 500 MW d'électricité, plus que toute la production d'énergie actuelle du pays.

Cela confirme les craintes que ceux qui tireraient de gros profits économiques du projet Inga seraient les entreprises étrangères, et non la majorité du peuple congolais.

Dernièrement, quatorze organisations africaines et internationales ont envoyé une lettre au président de BHP Billiton, où ils exhortent l'entreprise à suspendre le projet jusqu'à ce que le gouvernement de la RDC respecte son engagement de faire parvenir l'électricité à tous les citoyens (<http://www.internationalrivers.org/en/node/6059>).

Les barrages Inga III et Grand Inga menacent beaucoup de personnes qui perdront leurs champs et leurs moyens d'existence pour qu'ils puissent être construits. La vallée de Bundi sera inondée, tandis que les chemins nécessaires à l'installation des lignes de transmission impliqueront le déboisement de portions de la deuxième forêt tropicale du monde, qui joue un rôle crucial dans l'équilibre de l'écosystème et du climat mondiaux. Le fleuve Congo, deuxième du monde en diversité ichthyologique, sera perturbé par l'endiguement et par les turbines, qui feront diminuer les populations de poissons et détruiront l'écosystème fluvial.

Comme si cela ne suffisait pas, le projet du Grand Inga est présenté comme une source d'énergie « propre et respectueuse de l'environnement » qui pourrait compenser les émissions de carbone produites ailleurs « en produisant de l'énergie hydroélectrique sans barrer le cours du fleuve ». Cela lui permettrait d'obtenir le soutien du MDP (Mécanisme de développement propre).

Il est évident que les projets de grands barrages ne sont pas conçus pour répondre aux besoins des peuples, et encore moins à ceux de l'environnement. Ils sont conçus pour bénéficier aux grandes entreprises et industries qui produisent de manière non durable pour alimenter des marchés non durables.

Article fondé sur des informations tirées de :

<http://www.africaaction.org/1/category/d2d/1.html>

<http://www.internationalrivers.org>

http://www.worldenergy.org/documents/annex_3_information_on_inga_projects.pdf